

1990

c L.24 Livestock, Poultry and Honey Bee Protection Act/Loi sur la protection du bétail, de la volaille et des abeilles

Ontario

© Queen's Printer for Ontario, 1990

Follow this and additional works at: <http://digitalcommons.osgoode.yorku.ca/rso>

Bibliographic Citation

Livestock, Poultry and Honey Bee Protection Act, RSO 1990, c L.24 / *Loi sur la protection du bétail, de la volaille et des abeilles*, SRO 1990, c L.24

Repository Citation

Ontario (1990) "c L.24 Livestock, Poultry and Honey Bee Protection Act/Loi sur la protection du bétail, de la volaille et des abeilles," *Ontario: Revised Statutes*: Vol. 1990: Iss. 6, Article 23.

Available at: <http://digitalcommons.osgoode.yorku.ca/rso/vol1990/iss6/23>

CHAPTER L.24

Livestock, Poultry and Honey Bee Protection Act

Definitions

1. In this Act,

“Board” means the Wolf Damage Assessment Board continued under section 11; (“Commission”)

“Commissioner” means the Livestock Commissioner; (“commissaire”)

“fur-bearing animal” means an animal designated by name as a fur-bearing animal in the *Fur Farms Act* or declared to be a fur-bearing animal in the regulations made thereunder; (“animal à fourrure”)

“injured” in respect of livestock or poultry means injured by wounding, worrying or pursuing, and “injury” has a corresponding meaning; (“blessé”, “blessures”)

“livestock” means cattle, fur-bearing animals, goats, horses, rabbits, sheep or swine; (“bétail”)

“poultry” includes game birds where the game birds are kept pursuant to a licence under the *Game and Fish Act*; (“volaille”)

“wolf” means any of the species *Canis lupus L.* or *Canis latrans Say* or any cross breed of either. (“loup”) R.S.O. 1980, c. 123, s. 8.

PART I PROTECTION OF LIVESTOCK AND POULTRY

2. Any person may kill a dog,

- (a) that is found killing or injuring livestock or poultry;
- (b) that in a township or village is found between sunset and sunrise straying from the premises where the dog is habitually kept;
- (c) that is found straying at any time, and not under proper control, upon premises where livestock or poultry are

When dogs
may be
killed

CHAPITRE L.24

Loi sur la protection du bétail, de la volaille et des abeilles

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. Définitions

«animal à fourrure» S'entend de tout animal à fourrure désigné comme tel dans la *Loi sur les fermes d'élevage d'animaux à fourrure* ou dans les règlements pris en application de cette loi. («fur-bearing animal»)

«bétail» Bovins, animaux à fourrure, chèvres, chevaux, lapins, moutons ou porcs. («livestock»)

«blessé» En ce qui concerne le bétail ou la volaille, s'entend des blessures causées soit par des lésions soit par le fait de harceler ou de poursuivre un animal. Le terme «blessures» a un sens correspondant. («injured», «injury»)

«commissaire» Le commissaire au bétail. («Commissioner»)

«Commission» La Commission d'évaluation des dommages causés par les loups maintenue en vertu de l'article 11. («Board»)

«loup» Animal de l'espèce *Canis lupus L.* ou *Canis latrans Say* ou de tout animal issu d'un croisement avec l'une de ces espèces. («wolf»)

«volaille» S'entend en outre du gibier à plume gardé conformément à un permis délivré en vertu de la *Loi sur la chasse et la pêche*. («poultry») L.R.O. 1980, chap. 123, art. 8.

PARTIE I PROTECTION DU BÉTAIL ET DE LA VOLAILLE

2 Quiconque peut tuer un chien :

- a) surpris en train de tuer ou de blesser du bétail ou des volailles;
- b) errant hors des lieux où il est habituellement gardé et se trouvant dans un canton ou un village entre le coucher et le lever du soleil;
- c) surpris en train d'errer, à n'importe quel moment pendant qu'il n'est sous le contrôle effectif de personne, dans des lieux où du bétail ou des volailles

Occasions où
un chien peut
être tué

habitually kept. R.S.O. 1980, c. 123, s. 9.

Liability of municipality

3.—(1) Where a dog or a wolf kills or injures livestock or poultry and, in the case of killing or injuring by a dog, whether the owner of the dog is known or not, the local municipality in which the killing or injuring occurred is liable to the owner of the livestock or poultry for the amount of damage determined under section 4, and shall pay over such amount to the owner within thirty days after the amount has been so determined.

Where subs. (1) does not apply

(2) Subsection (1) does not apply,

- (a) to livestock or poultry killed or injured while running at large upon a highway or unenclosed land; or
- (b) in the case of poultry, where the weight of the poultry killed or injured is less than twenty-five kilograms.

By-law for damage by wild animals

(3) The council of a local municipality may pass a by-law providing that where livestock or poultry are killed or injured by wild animals, other than wolves, in the municipality, subsection (1) applies in the same manner as where livestock or poultry are killed or injured by a dog or wolf, but the council in the by-law may fix the maximum amount payable for any head of livestock so killed or injured in any year and may fix the proportion of the damages ascertained under section 4 that is payable. R.S.O. 1980, c. 123, s. 10.

Appointment of valuers

4.—(1) The council of every local municipality shall appoint one or more persons as valuers of livestock and poultry for the purposes of this Act.

Investigation and report by valuer

(2) Where the owner of livestock or poultry discovers that any of the owner's livestock or poultry has been killed or injured and to the best of the owner's knowledge and belief such killing or injuring was done by a wolf or by a dog other than the owner's dog or habitually kept upon the owner's premises, the owner shall immediately notify a valuer for the local municipality in which the livestock or poultry were killed or injured or the clerk of such municipality who shall forthwith notify a valuer, and such valuer shall immediately make full investigation and shall make a report in writing within ten days thereafter to the clerk of the municipality giving in detail the extent and amount of the damage and his or her award therefor, and shall at the same time forward a copy of such report to the owner of the livestock or poultry.

sont habituellement gardés. L.R.O. 1980, chap. 123, art. 9.

Responsabilité d'une municipalité

3 (1) Si un chien ou un loup tue ou blesse du bétail ou des volailles et, dans le cas d'un chien, même si son propriétaire est connu, la municipalité locale du lieu où le dommage a été subi est responsable envers le propriétaire du bétail ou des volailles à l'égard du dommage évalué aux termes de l'article 4 et verse au propriétaire du bétail ou des volailles la somme dans les trente jours de l'évaluation.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas :

Non-application du par. (1)

- a) au bétail ou aux volailles errants tués ou blessés sur une voie publique ou une terre non clôturée;
- b) à la volaille, si le poids des volailles tuées ou blessées est inférieur à vingt-cinq kilogrammes.

(3) Le conseil d'une municipalité locale peut adopter un règlement municipal prévoyant, dans le cas du bétail ou des volailles tués ou blessés sur le territoire de la municipalité par des animaux sauvages, à l'exception des loups, que le paragraphe (1) s'applique de la même façon que s'il s'agissait de bétail ou de volailles tués ou blessés par un chien ou par un loup. Toutefois, le conseil peut fixer, dans le règlement municipal, le montant maximal payable pour une tête de bétail tuée ou blessée par des animaux sauvages dans une année et fixer la portion du dommage évalué aux termes de l'article 4 qui doit être payé. L.R.O. 1980, chap. 123, art. 10.

Règlements municipaux sur le dommage causé par les animaux sauvages

4 (1) Le conseil de chaque municipalité locale nomme un ou plusieurs évaluateurs de bétail et de volaille pour l'application de la présente loi.

Nomination d'évaluateurs

(2) Si un propriétaire de bétail ou de volaille se rend compte qu'une partie quelconque de son bétail ou de sa volaille a été tuée ou blessée et, qu'au mieux de ses connaissances et de sa croyance, il estime que ce dommage a été causé par un loup ou un chien, à l'exception d'un chien dont il est le propriétaire ou d'un chien qu'il garde habituellement sur les lieux, il avise immédiatement un évaluateur de la municipalité locale où le bétail ou les volailles ont été tués ou blessés ou le secrétaire de cette municipalité qui avise sans délai un évaluateur. L'évaluateur entreprend immédiatement une enquête détaillée et présente un rapport écrit au secrétaire de la municipalité dans les dix jours qui suivent l'enquête. Ce rapport précise l'étendue et le montant du dommage ainsi que l'indemnité à verser. L'évaluateur envoie au même moment une copie de son

Enquête et rapport de l'évaluateur

rapport au propriétaire du bétail ou des volailles.

(3) Le propriétaire du bétail ou des volailles qui avise un évaluateur ou le secrétaire d'une municipalité aux termes du paragraphe (2), dépose auprès du secrétaire dans les dix jours qui suivent le jour où l'avis a été donné, un affidavit où il déclare qu'au mieux de ses connaissances et de sa croyance, le bétail ou les volailles ont été tués ou blessés par un loup ou un chien, à l'exception d'un chien dont il est le propriétaire ou d'un chien qu'il garde habituellement sur les lieux.

(4) Si l'évaluateur découvre des éléments de preuve qui démontrent, au mieux de ses connaissances et de sa croyance, que, selon le cas :

- a) une partie quelconque de son bétail ou de ses volailles n'a pas été tuée ou blessée par un chien ou un loup;
- b) le dommage a été causé par un chien dont le propriétaire du bétail ou des volailles est également propriétaire ou qui est habituellement gardé sur les lieux de ce propriétaire;
- c) le propriétaire n'avait pas pris les précautions raisonnables pour empêcher que son bétail ou ses volailles ne soient tués ou blessés par des chiens ou des loups,

l'évaluateur présente, dans son rapport au secrétaire de la municipalité locale et au propriétaire du bétail ou des volailles, une déclaration de sa croyance. Il soumet ensuite sans délai un autre rapport au secrétaire de la municipalité donnant des précisions sur les éléments de preuve en question. Sur la base de ce rapport, le conseil de la municipalité peut nier sa responsabilité, en tout ou en partie, dans un avis écrit remis par le secrétaire de la municipalité au propriétaire du bétail ou des volailles dans les trente jours du dépôt de l'affidavit auprès du secrétaire.

(5) Le rapport de l'évaluateur comporte une conclusion que le bétail ou les volailles ont été tués ou blessés par des chiens ou des loups ou non.

(6) Le montant du dommage pour lequel une municipalité locale est responsable ne comprend pas le dommage occasionné dans les circonstances indiquées à l'alinéa (4) a), b) ou c) pour lequel la municipalité a nié sa responsabilité conformément au paragraphe (4).

(7) Le propriétaire de bétail ou de volaille ne doit pas détruire ni permettre que soit détruite la carcasse du bétail ou des volailles dont il signale la perte aux termes du paragraphe (2) avant que l'évaluateur ne l'ait examinée.

Affidavit of owner

(3) An owner of livestock or poultry who notifies a valuer or a clerk of a municipality under subsection (2) shall, within ten days, file with the clerk an affidavit that to the best of the owner's knowledge and belief the livestock or poultry were killed or injured by a wolf or by a dog other than a dog owned by the owner or habitually kept upon the owner's premises.

Denial of liability

(4) Where the valuer finds evidence that to the best of his or her knowledge and belief shows,

- (a) that any of the livestock or poultry was not killed or injured by a dog or a wolf;
- (b) that the killing or injuring was caused by a dog owned by or habitually kept on the premises of the owner of the livestock or poultry; or
- (c) that the owner had not taken reasonable care to prevent the killing or injuring of the livestock or poultry by dogs or wolves,

the valuer shall include in his or her report to the clerk of the local municipality and to the owner of the livestock or poultry a statement of his or her belief and shall make forthwith a further report to the clerk of the municipality giving particulars of the evidence found, and the council of the municipality may thereupon deny liability in whole or in part by written notice given by the clerk of the municipality to the owner of the livestock or poultry within thirty days after the filing of the affidavit with the clerk.

Report of valuer

(5) The valuer shall include in the report a finding as to whether the livestock or poultry were killed or injured by dogs or by wolves.

Damages limited

(6) The amount of damage for which the local municipality is liable shall not include damage incurred under the circumstances set out in clause (4) (a), (b) or (c) and for which the municipality has denied liability in accordance with subsection (4).

Where carcass not to be destroyed

(7) The owner of livestock or poultry shall not destroy or permit to be destroyed the carcass of any livestock or poultry reported killed under subsection (2) until the carcass has been seen by the valuer.

Affidavit du propriétaire

Dénégation de responsabilité

Rapport de l'évaluateur

Limitation du dommage

La carcasse ne doit pas être détruite

Appeal to
Commissioner

(8) Where the owner of livestock or poultry or the council is dissatisfied with the report of the valuer made under subsection (2), the owner or the council may appeal to the Commissioner who shall name a valuer, and the valuer so named shall make a further investigation and report.

Time for
appeal;
deposit

(9) Such appeal shall be made within thirty days after the making of the report to the clerk of the local municipality by its valuer, and \$25 shall be deposited with the Commissioner at the time of making the appeal to be forfeited to the Crown if the report of the valuer for the local municipality is sustained on an appeal under this section.

Where no
municipal
valuer, etc.

(10) Where there is no valuer of the local municipality or the clerk or the valuer does not discharge the duties imposed on him or her by this Act, the Commissioner, on the application of the owner of any livestock or poultry killed or injured by a wolf or by a dog other than a dog owned by the owner or habitually kept upon the owner's premises, shall name a valuer, and the valuer so named shall make an investigation and report, and the municipality shall pay to the Commissioner the cost of such investigation and report as fixed by him or her.

Report of
valuer
appointed by
Commissioner

(11) A copy of the report of a valuer named by the Commissioner under subsection (8) or (10) shall be forwarded by the Commissioner as soon as practicable to the clerk of the local municipality and to the owner of the livestock or poultry.

Idem

(12) A valuer named by the Commissioner under subsection (8) or (10) shall, where applicable, include in his or her report a statement of his or her belief that the amount of damage to livestock or poultry includes damage incurred under the circumstances set out in clause (4) (a), (b) or (c), and the council of the municipality may thereupon deny liability in whole or in part by written notice given by the clerk of the municipality to the owner of the livestock or poultry within thirty days after receipt of the report of the valuer. R.S.O. 1980, c. 123, s. 11 (1-12).

Appeal from
report of
valuer

(13) Where the owner of livestock or poultry or the council is dissatisfied with the report of the valuer made under subsection (8) or (10), the owner or the council may, within thirty days after receipt of the report, appeal to a judge of the Ontario Court (General Division), and the judge may determine the liability of the municipality and, subject to subsection (14), the amount payable to the owner. R.S.O. 1980, c. 123, s. 11 (13), *revised*.

(8) Si le propriétaire de bétail ou de volaille ou le conseil est insatisfait du rapport de l'évaluateur présenté aux termes du paragraphe (2), le propriétaire ou le conseil peut interjeter appel devant le commissaire. Celui-ci désigne un évaluateur qui fait une autre enquête et présente un rapport.

Appel devant
le commis-
saire

(9) L'appel est porté dans les trente jours de la présentation du rapport de l'évaluateur au secrétaire de la municipalité locale et une somme de 25 \$, déposée auprès du commissaire, doit accompagner la demande d'appel. La somme est confisquée au profit de la Couronne si le rapport de l'évaluateur de la municipalité locale est maintenu à la suite d'un appel interjeté aux termes du présent article.

Appel accom-
pagné d'un
dépôt

(10) Si la municipalité n'a pas nommé un évaluateur ou si le secrétaire ou l'évaluateur ne s'acquitte pas des fonctions que lui impose la présente loi, le commissaire, dès la réception d'une demande d'un propriétaire dont une partie quelconque de son bétail ou de ses volailles a été tuée ou blessée par un loup ou un chien, autre qu'un chien dont il est le propriétaire ou qu'il garde habituellement sur les lieux, désigne un évaluateur qui fait enquête et qui présente un rapport. La municipalité paie au commissaire les frais de l'enquête et du rapport selon le montant qu'il fixe.

S'il n'y a pas
d'évaluateur
municipal,
etc.

(11) Une copie du rapport de l'évaluateur désigné par le commissaire aux termes du paragraphe (8) ou (10) est expédiée par le commissaire aussitôt que possible au secrétaire de la municipalité locale et au propriétaire du bétail ou des volailles.

Rapport de
l'évaluateur
désigné par le
commissaire

(12) L'évaluateur désigné par le commissaire aux termes du paragraphe (8) ou (10) présente dans son rapport, le cas échéant, une déclaration de sa croyance que le montant du dommage subi par le bétail ou les volailles comprend le dommage occasionné dans une des circonstances indiquées à l'alinéa (4) a), b) ou c). Dans les trente jours qui suivent la réception du rapport de l'évaluateur, le conseil de la municipalité peut nier sa responsabilité, en tout ou en partie, en remettant un avis écrit rédigé par le secrétaire de la municipalité, au propriétaire du bétail ou des volailles. L.R.O. 1980, chap. 123, par. 11 (1) à (12).

Idem

(13) Si le propriétaire de bétail ou de volaille ou le conseil est insatisfait du rapport de l'évaluateur présenté aux termes du paragraphe (8) ou (10), le propriétaire ou le conseil peut, dans les trente jours qui suivent la réception du rapport, interjeter appel devant un juge de la Cour de l'Ontario (Division générale). Le juge peut déterminer la responsabilité de la municipalité et, sous réserve du paragraphe (14), établir la somme payable

Rapport de
l'évaluateur
faisant l'objet
d'un appel

Amount of liability limited

(14) No municipality shall be liable to an owner for an amount in respect of livestock or poultry in excess of the maximum amount prescribed therefor in the regulations made under this Act. R.S.O. 1980, c. 123, s. 11 (14).

Right of recovery from owner of dog

5. A local municipality having paid to the owner of livestock or poultry the amount of the damage ascertained under section 4 is entitled to recover the amount so paid from the owner of the dog that did the damage in any court of competent jurisdiction without proving that it was vicious or accustomed to worry livestock or poultry. R.S.O. 1980, c. 123, s. 12.

Inquiry to ascertain owner of dog

6.—(1) The council of a municipality may conduct an inquiry in order to ascertain the owner of a dog that has killed or injured livestock or poultry within the municipality.

Powers on inquiry

(2) The council of a municipality for the purposes of an inquiry under subsection (1) has the powers of a commission under Part II of the *Public Inquiries Act*, which Part applies to such inquiry as if it were an inquiry under that Act. R.S.O. 1980, c. 123, s. 13.

Apportionment of damage

7. Where it appears that the damage was caused by more dogs than one, the council may apportion the damage in such manner as is considered just having regard to the strength, ferocity and character of such dogs. R.S.O. 1980, c. 123, s. 14.

Duty to destroy dog

8.—(1) The owner of a dog who has knowledge that the dog has killed or injured livestock or poultry shall destroy the dog or cause the dog to be destroyed within forty-eight hours after acquiring such knowledge.

Failure to destroy dog

(2) An owner of a dog who refuses or neglects to destroy it when required so to do by subsection (1) may be summoned before a provincial judge who may order the dog to be destroyed, and for the purpose of carrying out the order a constable may enter upon the premises of the owner and destroy the dog, and the provincial judge may, in addition to any other penalty provided by this Act, direct the owner of the dog to pay the cost of the proceedings and of the destruction of the dog. R.S.O. 1980, c. 123, s. 15.

Liability of owner in unorganized territory

9.—(1) Where in territory without municipal organization livestock or poultry are killed or injured by a dog, the owner of the dog is liable to the owner of the livestock or poultry for the amount of the damage, and it

au propriétaire. L.R.O. 1980, chap. 123, par. 11 (13), *révisé*.

(14) Nulle municipalité n'est responsable à l'égard d'un propriétaire de bétail ou de volaille au-delà du montant maximal prévu dans les règlements pris en application de la présente loi. L.R.O. 1980, chap. 123, par. 11 (14).

5 Après avoir indemnisé le propriétaire du bétail ou des volailles du montant du dommage évalué aux termes de l'article 4, la municipalité locale a le droit de recouvrer cette somme du propriétaire du chien responsable du dommage en s'adressant au tribunal compétent sans avoir à faire la preuve que le chien était méchant ou était porté à harceler le bétail ou les volailles. L.R.O. 1980, chap. 123, art. 12.

6 (1) Le conseil d'une municipalité peut mener une enquête en vue de déterminer l'identité du propriétaire d'un chien qui a tué ou blessé du bétail ou des volailles dans la municipalité.

(2) Aux fins de l'enquête visée au paragraphe (1), le conseil d'une municipalité est investi des pouvoirs conférés à une commission par la partie II de la *Loi sur les enquêtes publiques*. Cette partie s'applique à son enquête comme s'il s'agissait d'une enquête faite en vertu de cette loi. L.R.O. 1980, chap. 123, art. 13.

7 S'il appert que le dommage a été causé par plusieurs chiens, le conseil peut répartir le dommage de façon équitable en tenant compte de la force, de la férocité et du caractère de ces chiens. L.R.O. 1980, chap. 123, art. 14.

8 (1) Le propriétaire d'un chien qui sait que son chien a tué ou blessé du bétail ou des volailles, met à mort ou fait mettre à mort le chien dans les quarante-huit heures après avoir pris connaissance de ce fait.

(2) Le propriétaire d'un chien qui refuse ou néglige de le mettre à mort comme l'exige le paragraphe (1) peut être assigné à comparaître devant un juge provincial qui peut ordonner la mise à mort du chien et, dans le but d'assurer l'exécution de l'ordonnance, un constable peut pénétrer dans les lieux du propriétaire et mettre à mort le chien. En plus d'imposer toute peine que prévoit la présente loi, le juge provincial peut ordonner au propriétaire du chien de payer les dépens de l'instance et le coût de la mise à mort du chien. L.R.O. 1980, chap. 123, art. 15.

9 (1) Si un chien tue ou blesse du bétail ou des volailles dans un territoire non érigé en municipalité, le propriétaire du chien est responsable du montant du dommage envers le propriétaire du bétail ou des volailles. Il

Limitation de la responsabilité

Droit de recouvrement contre le propriétaire du chien

Enquête en vue de déterminer le propriétaire d'un chien

Pouvoirs d'enquête

Répartition du dommage

Obligation de mettre à mort un chien

Défaut de mettre à mort le chien

Responsabilité du propriétaire dans les territoires non érigés en municipalité

is not necessary in an action to recover the amount of such damage to prove that the dog was vicious or accustomed to worry livestock or poultry. R.S.O. 1980, c. 123, s. 16 (1).

Valuers in unorganized territory

(2) For the purposes of this section, every agricultural representative and every assistant agricultural representative is by virtue of office a valuer in territory without municipal organization.

Designation by agricultural representative

(3) Every agricultural representative to whom subsection (2) applies shall designate a person or persons who may carry out the duties of the agricultural representative or assistant agricultural representative, as the case may be, as a valuer in all cases where the agricultural representative or assistant agricultural representative is absent or otherwise unable to carry out his or her duties as a valuer under this section.

Payment of compensation

(4) Where, in territory without municipal organization, livestock or poultry are killed or injured by a wolf, the Commissioner may pay compensation to the owner of the livestock or poultry for the amount of the damage determined in accordance with this section.

Investigation and report by valuer

(5) Where, in territory without municipal organization, the owner of livestock or poultry discovers that any of the owner's livestock or poultry has been killed or injured and to the best of the owner's knowledge and belief such killing or injuring was done by a wolf, the owner shall immediately notify a valuer, and such valuer shall immediately make full investigation and shall make a report in writing within ten days thereafter to the Commissioner giving in detail the extent and amount of the damage and his or her award therefor, and the valuer shall at the same time forward a copy of such report to the owner of the livestock or poultry.

Affidavit of owner

(6) Where an owner of livestock or poultry notifies a valuer under subsection (5), such owner shall, within ten days, file with the Commissioner an affidavit that to the best of the owner's knowledge and belief the livestock or poultry were killed or injured by a wolf.

Denial of liability

(7) Where the valuer finds evidence that to the best of his or her knowledge and belief shows,

- (a) that any of the livestock or poultry was not killed or injured by a wolf; or
- (b) that the owner had not taken reasonable care to prevent the killing or

n'est pas nécessaire, dans une action en dommages-intérêts, de prouver que le chien était méchant ou était porté à harceler le bétail ou les volailles. L.R.O. 1980, chap. 123, par. 16 (1).

(2) Aux fins du présent article, le représentant agricole et le représentant agricole adjoint sont d'office des évaluateurs dans un territoire non érigé en municipalité.

Évaluateurs dans les territoires non érigés en municipalité

(3) Le représentant agricole visé par le paragraphe (2) nomme une ou plusieurs personnes qui peuvent exercer les fonctions d'évaluateur pour le représentant agricole ou son adjoint, selon le cas, lorsque le représentant agricole ou son adjoint est absent ou est incapable d'exercer les fonctions d'évaluateur aux termes du présent article.

Désignation par un représentant agricole

(4) Si, dans un territoire non érigé en municipalité, un loup tue ou blesse du bétail ou des volailles, le commissaire peut verser une indemnité au propriétaire du bétail ou des volailles en fonction du montant du dommage évalué conformément au présent article.

Versement de l'indemnité

(5) Si, dans un territoire non érigé en municipalité, le propriétaire de bétail ou de volaille se rend compte qu'une partie quelconque de son bétail ou de sa volaille a été tuée ou blessée et qu'il estime, au mieux de ses connaissances et de sa croyance, que ce dommage a été causé par un loup, il avise immédiatement un évaluateur. Celui-ci entreprend immédiatement une enquête détaillée et présente un rapport écrit au commissaire dans les dix jours qui suivent l'enquête. Ce rapport précise l'étendue et le montant du dommage ainsi que l'indemnité à verser. L'évaluateur envoie au même moment une copie de son rapport au propriétaire du bétail ou des volailles.

Enquête et rapport de l'évaluateur

(6) Lorsqu'un propriétaire de bétail ou de volaille avise un évaluateur aux termes du paragraphe (5), il dépose auprès du commissaire dans les dix jours qui suivent le dépôt de l'avis, un affidavit où il déclare qu'au mieux de ses connaissances et de sa croyance, le bétail ou les volailles ont été tués ou blessés par un loup.

Affidavit du propriétaire

(7) Si l'évaluateur découvre des éléments de preuve qui démontrent, au mieux de ses connaissances et de sa croyance, que, selon le cas :

Dénégation de responsabilité

- a) une partie quelconque de son bétail ou de ses volailles n'a pas été tuée ou blessée par un loup;
- b) le propriétaire n'avait pas pris les précautions raisonnables pour empêcher

injuring of his livestock or poultry by wolves,

the valuer shall include in the report to the Commissioner and to the owner of the livestock or poultry a statement of his or her belief and shall make forthwith a further report to the Commissioner giving particulars of the evidence found, and the Commissioner may thereupon deny liability in whole or in part by written notice given by the Commissioner to the owner of the livestock or poultry within thirty days after the filing of the owner's affidavit with the Commissioner.

que son bétail ou ses volailles ne soient tués ou blessés par des loups,

l'évaluateur présente, dans son rapport au commissaire et au propriétaire du bétail ou des volailles, une déclaration de sa croyance. Il soumet ensuite sans délai un autre rapport au commissaire donnant des précisions sur les éléments de preuve en question. Sur la base de ce rapport, le commissaire peut nier sa responsabilité, en tout ou en partie, dans un avis écrit remis par le commissaire au propriétaire du bétail ou des volailles dans les trente jours du dépôt de l'affidavit auprès du commissaire.

Report

(8) The valuer shall include in his or her report a finding as to whether the livestock or poultry were killed or injured by wolves.

(8) Le rapport de l'évaluateur comporte une conclusion que le bétail ou les volailles ont été tués ou blessés par les loups ou non.

Rapport

Damages limited

(9) The amount of damage incurred by an owner shall not include damage incurred under the circumstances set out in clause (7) (a) or (b) and for which the Commissioner has denied liability in accordance with subsection (7).

(9) Le montant du dommage subi par un propriétaire ne comprend pas le dommage occasionné dans les circonstances indiquées à l'alinéa (7) a) ou b) pour lequel le commissaire a nié sa responsabilité conformément au paragraphe (7).

Limitation du dommage

Where carcass not to be destroyed

(10) No owner of livestock or poultry shall destroy or permit to be destroyed the carcass of any livestock or poultry reported killed under subsection (5) until the carcass has been seen by the valuer.

(10) Le propriétaire de bétail ou de volaille ne doit pas détruire ni permettre que soit détruite la carcasse d'une partie quelconque de son bétail ou de ses volailles dont il signale la perte aux termes du paragraphe (5) avant que l'évaluateur ne l'ait examinée.

La carcasse ne doit pas être détruite

Appeal to Commissioner

(11) Where the owner of livestock or poultry is dissatisfied with the report of the valuer made under subsection (5), the owner may appeal to the Commissioner who shall name a valuer, and the valuer so named shall make a further investigation and report.

(11) Si le propriétaire de bétail ou de volaille est insatisfait du rapport de l'évaluateur présenté aux termes du paragraphe (5), le propriétaire peut interjeter appel devant le commissaire. Celui-ci désigne un évaluateur qui fait une autre enquête et présente un rapport.

Appel devant le commissaire

Time for appeal; deposit

(12) Such appeal shall be made within thirty days after the making of the report to the Commissioner by the valuer under subsection (5), and \$25 shall be deposited with the Commissioner at the time of making the appeal to be forfeited to the Crown if the report of the valuer is sustained on an appeal under this section.

(12) L'appel est porté dans les trente jours de la présentation au commissaire du rapport de l'évaluateur mentionné au paragraphe (5) et une somme de 25 \$, déposée auprès du commissaire, doit accompagner la demande d'appel. La somme est confisquée au profit de la Couronne si le rapport de l'évaluateur est maintenu en appel conformément au présent article.

Appel accompagné d'un dépôt

Report of valuer appointed by Commissioner

(13) A copy of the report of a valuer named by the Commissioner under subsection (11) shall be forwarded by the Commissioner as soon as practicable to the owner of the livestock or poultry.

(13) Une copie du rapport de l'évaluateur désigné par le commissaire aux termes du paragraphe (11) est expédiée par le commissaire aussitôt que possible au propriétaire du bétail ou des volailles.

Rapport de l'évaluateur nommé par le commissaire

Idem

(14) A valuer named by the Commissioner under subsection (11) shall, where applicable, include in the report a statement of his or her belief that the amount of damage to livestock or poultry includes damage incurred under the circumstances set out in clause (7) (a) or (b), and the Commissioner may thereupon deny liability in whole or in part by written notice given to the owner of the livestock or poultry within thirty days after

(14) L'évaluateur désigné par le commissaire aux termes du paragraphe (11) présente dans son rapport, le cas échéant, une déclaration de sa croyance que le montant du dommage subi par le bétail ou par les volailles comprend le dommage occasionné dans une des circonstances indiquées à l'alinéa (7) a) ou b). Dans les trente jours qui suivent la réception du rapport de l'évaluateur, le commissaire peut nier sa responsabilité, en tout ou en partie, en remettant un avis écrit au

Idem

receipt of the report of the valuer. 1981, c. 31, s. 1, *part*.

Appeal from
report of
valuer

(15) Where the owner of livestock or poultry is dissatisfied with the report of the valuer made under subsection (11), the owner may, within thirty days after receipt of the report, appeal to a judge of the Ontario Court (General Division) and the judge may determine liability and, subject to subsection (16), the amount payable to the owner. 1981, c. 31, s. 1, *part, revised*.

Amount of
compensa-
tion

(16) No compensation shall be paid to an owner in excess of the maximum amount prescribed for livestock or poultry in the regulations made for the purposes of subsection 4 (14). 1981, c. 31, s. 1, *part*.

Reports to
be submitted
to Commis-
sioner

10. Every municipality that has paid any damage ascertained under section 4 respecting damage by wolves to an owner shall submit reports thereon to the Commissioner at such times and in such form and manner as is prescribed in the regulations made under this Act and such reports shall include a report on the number of claims paid, the amount of each such claim and the findings of the valuer as to whether the livestock or poultry were killed or injured by dogs or by wolves. R.S.O. 1980, c. 123, s. 17.

Wolf
Damage
Assessment
Board

11.—(1) The board known as the Wolf Damage Assessment Board is continued under the name Wolf Damage Assessment Board in English and Commission d'évaluation des dommages causés par les loups in French and shall consist of not fewer than three persons appointed by the Lieutenant Governor in Council, none of whom shall be members of the public service in the employ of the Ministry of Agriculture and Food and who shall hold office during pleasure. R.S.O. 1980, c. 123, s. 18 (1), *revised*.

Chair, vice-
chair

(2) The Lieutenant Governor in Council may appoint one of the members of the Board as chair and another of the members as vice-chair.

Quorum

(3) A majority of the members of the Board constitutes a quorum.

Remunera-
tion

(4) The members of the Board shall receive such remuneration and expenses as the Lieutenant Governor in Council determines. R.S.O. 1980, c. 123, s. 18 (2-4).

Payment of
grants to
municipality

12. Upon application therefor by a municipality in the manner prescribed in the regulations made under this Act, the Commissioner may authorize the payment of grants so as to reimburse the municipality for any damage ascertained under section 4 and paid by the municipality to an owner where the damage was caused by wolves, and, subject

propriétaire du bétail ou des volailles. 1981, chap. 31, art. 1, *en partie*.

(15) Si le propriétaire de bétail ou de volaille est insatisfait du rapport de l'évaluateur présenté aux termes du paragraphe (11), le propriétaire peut, dans les trente jours qui suivent la réception du rapport, interjeter appel devant un juge de la Cour de l'Ontario (Division générale). Le juge peut déterminer la responsabilité des parties et, sous réserve du paragraphe (16), établir la somme payable au propriétaire. 1981, chap. 31, art. 1, *en partie, révisé*.

Rapport de
l'évaluateur
faisant l'objet
d'un appel

(16) Aucune indemnité ne doit être versée à un propriétaire pour le bétail et les volailles au-delà du montant maximal prévu dans les règlements pris en application du paragraphe 4 (14). 1981, chap. 31, art. 1, *en partie*.

Montant de
l'indemnité

10 Après avoir versé une indemnité à un propriétaire pour le dommage causé par des loups et évalué conformément à l'article 4, la municipalité soumet des rapports sur le dommage au commissaire dans les délais et selon la forme prescrits par les règlements pris en application de la présente loi. Ces rapports indiquent le nombre de réclamations réglées, le montant de chaque réclamation et les conclusions de l'évaluateur quant à savoir si le bétail ou la volaille ont été tués ou blessés par des chiens ou des loups. L.R.O. 1980, chap. 123, art. 17.

Rapports à
soumettre au
commissaire

11 (1) La commission nommée Wolf Damage Assessment Board est maintenue sous le nom de Commission d'évaluation des dommages causés par les loups en français et sous le nom de Wolf Damage Assessment Board en anglais. Elle se compose d'au moins trois personnes nommées à titre amovible par le lieutenant-gouverneur en conseil et dont aucune n'occupe un poste de la fonction publique au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. L.R.O. 1980, chap. 123, par. 18 (1), *révisé*.

Commission
d'évaluation
des domma-
ges causés
par les loups

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un des membres de la Commission à la présidence et un autre à la vice-présidence.

Président et
vice-président

(3) La majorité des membres de la Commission constitue le quorum.

Quorum

(4) Les membres de la Commission reçoivent la rémunération et les indemnités que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil. L.R.O. 1980, chap. 123, par. 18 (2) à (4).

Rémunération

12 Lorsqu'une municipalité en fait la demande de la façon prescrite dans les règlements pris en application de la présente loi, le commissaire peut autoriser le versement de subventions à une municipalité à titre de remboursement des sommes versées par la municipalité à un propriétaire qui a subi un dommage causé par des loups et évalué con-

Versement de
subventions
aux municipa-
lités

to section 13, no hearing is required in considering whether or not a grant shall be paid. R.S.O. 1980, c. 123, s. 19, *revised*.

formément à l'article 4. Sous réserve de l'article 13, il n'est pas nécessaire de tenir une audience pour déterminer si la subvention doit être versée ou non. L.R.O. 1980, chap. 123, art. 19, *révisé*.

Referral of application to Board

13.—(1) Where the Commissioner has reason to believe that any damage paid by a municipality for which application has been made for a grant under section 12 may not have been caused by wolves, the Commissioner shall refer the application to the Board by notice in writing delivered to the municipality and filed with the Board.

13 (1) Si le commissaire a des motifs de croire que le dommage indemnifié par une municipalité et à l'égard duquel une subvention a été demandée en vertu de l'article 12 n'a pas été causé par des loups, il renvoie la demande à la Commission au moyen d'un avis écrit remis à la municipalité et déposé auprès de la Commission.

Renvoi de la demande à la Commission

Board may determine whether damage caused by wolves

(2) Where an application has been referred to the Board under subsection (1), the Board shall, after a hearing, determine whether or not the whole or any part of the damage referred to in the application was caused by wolves and the decision of the Board shall, as to whether or not any such damage was caused by wolves, be binding on the Commissioner.

(2) Lorsqu'une demande est renvoyée à la Commission aux termes du paragraphe (1), la Commission décide à la suite d'une audience, si le dommage ou une partie de celui-ci, faisant l'objet de la demande, a été causé ou non par des loups et sa décision sur cette question lie le commissaire.

La Commission décide si le dommage a été causé par des loups

Parties to proceedings before the Board

(3) The Commissioner, the municipality and such other persons as the Board may specify, are parties to the proceedings before the Board under this Act.

(3) Sont parties à l'audience devant la Commission, le commissaire, la municipalité et les autres personnes que la Commission peut désigner.

Parties à l'audience devant la Commission

Members making decision not to have taken part in investigation, etc.

(4) Members of the Board assigned to render a decision after a hearing shall not have taken part prior to the hearing in any investigation or consideration of the subject-matter of the hearing and shall not communicate directly or indirectly in relation to the subject-matter of the hearing with any person or with any party or party's representative except upon notice to and opportunity for all parties to participate, but such members may seek legal advice from an adviser independent from the parties and in such case the nature of the advice should be made known to the parties in order that they may make submissions as to the law.

(4) Les membres de la Commission appelés à rendre une décision après une audience ne doivent pas avoir pris part avant l'audience à une enquête ou à un examen relatif à l'affaire en litige. Ils ne communiquent pas directement ni indirectement avec qui que ce soit, notamment l'une des parties ou son représentant, au sujet de l'affaire en litige, si ce n'est après en avoir avisé les parties et leur avoir fourni l'occasion d'y participer. Toutefois, ces membres peuvent solliciter les conseils juridiques d'un conseiller indépendant des parties et, dans ce cas, la teneur du conseil donné devrait être communiquée aux parties pour leur permettre de présenter des observations relatives au droit applicable.

Les membres décident sans avoir pris part à une enquête, etc.

Findings of fact

(5) The findings of fact of the Board pursuant to a hearing shall be based exclusively on evidence admissible or matters that may be noticed under sections 15 and 16 of the *Statutory Powers Procedure Act*.

(5) Lors d'une audience, la Commission fonde ses conclusions de fait uniquement sur la preuve admissible ou sur ce dont elle peut prendre connaissance en vertu des articles 15 et 16 de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*.

Conclusions de fait

Only members at hearing to participate in decision

(6) No member of the Board shall participate in a decision of the Board pursuant to a hearing unless the member was present throughout the hearing and heard the evidence and argument of the parties and, except with the consent of the parties, no decision of the Board shall be given unless all members so present participate in the decision.

(6) Nul ne doit participer à la décision de la Commission à moins d'avoir assisté à toute l'audience et d'avoir entendu la preuve et les plaidoiries. Sauf du consentement des parties, la Commission ne doit pas rendre de décision, à moins que tous les membres qui ont assisté à l'audience participent également à la décision.

Seuls les membres présents à l'audience participent à la décision

Procedure

(7) Part I of the *Statutory Powers Procedure Act* applies with respect to a hearing by the Board under this section. R.S.O. 1980, c. 123, s. 20.

(7) La partie I de la *Loi sur l'exercice des compétences légales* s'applique à l'égard d'une audience tenue par la Commission aux ter-

Procédure

Times and
procedures,
directory

14. The times and procedures set out in this Part shall be regarded as directory, and a proceeding that is in substantial conformity with this Part is not open to objection on the ground that it is not in strict compliance therewith. R.S.O. 1980, c. 123, s. 21.

Offence

15. Every person who contravenes this Part is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$50. R.S.O. 1980, c. 123, s. 22.

Regulations

16. The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing the form and manner in which reports required under section 10 shall be made and the times at which such reports shall be submitted;
- (b) prescribing the manner in which an application shall be made under section 12;
- (c) prescribing forms and providing for their use;
- (d) prescribing maximum amounts for,
 - (i) livestock and poultry or any species or class thereof for the purposes of subsection 4 (14), and
 - (ii) honey bees and hive equipment for the purposes of subsection 17 (3). R.S.O. 1980, c. 123, s. 23.

PART II DAMAGE TO HONEY BEE COLONIES BY BEARS

Payment of
compensa-
tion

17.—(1) Where a colony of honey bees is damaged or destroyed by a bear, the Commissioner, on the application of the owner of the colony, may pay compensation to the owner in such amount as he or she considers reasonable.

Investigation
and report
by valuer

(2) For the purpose of determining the amount of compensation that may be paid under subsection (1), the Commissioner may appoint a valuer to make an investigation and the valuer so appointed shall make an investigation and shall make a report in writing within ten days thereafter to the Commissioner together with recommendations respecting compensation.

Amount of
payment
limited

(3) No payment in respect of a colony of honey bees shall exceed the maximum amount prescribed for honey bees and hive equipment in the regulations made under this Act. R.S.O. 1980, c. 123, s. 24.

mes du présent article. L.R.O. 1980, chap. 123, art. 20.

14. Les délais et les procédures prévus dans la présente partie sont d'ordre indicatif. Une instance qui, pour l'essentiel, est conforme à la présente partie, ne peut donner lieu à une objection au motif d'une dérogation mineure. L.R.O. 1980, chap. 123, art. 21.

Les délais et
procédures
sont d'ordre
indicatif

15 Quiconque enfreint la présente partie est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 50 \$. L.R.O. 1980, chap. 123, art. 22.

Infraction

16 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règlements

- a) prescrire la forme et le délai de présentation des rapports visés par l'article 10;
- b) prescrire la façon de présenter des demandes visées par l'article 12;
- c) prescrire des formules et prévoir les modalités de leur emploi;
- d) prescrire les montants maximaux :
 - (i) relatifs au bétail et aux volailles ou à une espèce ou une catégorie de bétail et de volailles pour l'application du paragraphe 4 (14),
 - (ii) relatifs aux abeilles et aux accessoires apicoles pour l'application du paragraphe 17 (3). L.R.O. 1980, chap. 123, art. 23.

PARTIE II DOMMAGE AUX RUCHES CAUSÉ PAR DES OURS

17 (1) Si une ruche est endommagée ou détruite par un ours, le commissaire, à la demande du propriétaire de la ruche, peut lui verser l'indemnité qu'il estime raisonnable.

Versement de
l'indemnité

(2) Dans le but de déterminer le montant de l'indemnité à verser en application du paragraphe (1), le commissaire peut nommer un évaluateur. Celui-ci fait une enquête et présente au commissaire, dans les dix jours qui suivent l'enquête, un rapport écrit ainsi que ses recommandations sur l'indemnisation.

Enquête et
rapport de
l'évaluateur

(3) L'indemnité versée pour une ruche ne dépasse pas le montant maximal prescrit dans les règlements pris en application de la présente loi relativement aux abeilles et aux accessoires apicoles. L.R.O. 1980, chap. 123, art. 24.

Limitation du
paiement

**PART III
LIMITATION ON AMOUNT OF
COMPENSATION**

Amount of
payment
limited

18. Subject to subsection 4 (14), subsection 17 (3) and section 19, where compensation is payable under this Act, the amount payable shall not exceed the market value of the livestock, poultry, honey bees or hive equipment at the time of the death, injury or damage in respect of which payment is made. R.S.O. 1980, c. 123, s. 25.

Reduction in
market value
by reason of
insurance

19. Where an owner receives an amount under a contract of insurance by reason of the death of or injury to livestock or poultry or damage to or the destruction of honey bees or hive equipment for which compensation is payable under this Act, for the purpose of calculating the amount of compensation, the market value of the livestock, poultry, honey bees or hive equipment shall be deemed to be reduced by that amount. R.S.O. 1980, c. 123, s. 26.

**PARTIE III
LIMITATION DE L'INDEMNITÉ**

Limitation du
paiement

18 Sous réserve des paragraphes 4 (14) et 17 (3) et de l'article 19, si une indemnité doit être versée en vertu de la présente loi, le montant payable ne doit pas dépasser la valeur marchande du bétail, des volailles, des abeilles ou des accessoires apicoles telle qu'elle s'établissait à la date où se sont produits la mort, les blessures ou le dommage qui sont à l'origine de l'indemnité. L.R.O. 1980, chap. 123, art. 25.

Réduction de
la valeur mar-
chande si le
propriétaire
est assuré

19 Si un propriétaire reçoit en vertu d'un contrat d'assurance une somme par suite de la mort du bétail ou des volailles, de blessures subies par ceux-ci, du dommage causé aux abeilles ou aux accessoires apicoles ou de leur destruction alors qu'il est admissible à une indemnité en vertu de la présente loi, la valeur marchande du bétail, des volailles, des abeilles et des accessoires apicoles est réduite de cette somme aux fins du calcul de l'indemnité. L.R.O. 1980, chap. 123, art. 26.